

Les sciences humaines et sociales résistent

ÉTUDES Si le climat international et la pression économique semblent davantage favorables à des cursus pouvant paraître a priori plus prometteurs en termes d'emploi, l'évolution des effectifs en Suisse et les perspectives font émerger une réalité nuancée

JULIE EIGENMANN

Les sciences humaines et sociales sont-elles désertées par les étudiantes et étudiants ou risquent-elles de le devenir en Suisse? La question peut se poser dans un contexte international houleux, où des attaques, verbales et concrètes, envers les études genre particulièrement, se multiplient.

En Suisse, la situation est bien différente, mais des chercheurs et chercheuses ont fait part de leur inquiétude: aucun des nouveaux pôles de recherche nationaux sélectionnés par la Confédération ne relève des sciences humaines et sociales (SHS), qui rassemblent notamment les études sur le genre, la sociologie, le droit ou encore l'histoire.

La concurrence était très forte et l'examen est fondé sur des critères légalement définis, a toutefois précisé le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche au *Temps*, soulignant que «le contexte international n'a eu aucune influence sur l'évaluation». Et de rappeler que le Fonds national suisse a soutenu en 2024 les SHS à hauteur d'environ 315 millions de francs.

Le poids du covid

Quoi qu'il en soit, le climat actuel interroge sur l'évolution de ces filières d'études, qui représentent toutefois des branches et réalités bien différentes. Sur le long terme, ces étudiants ont beaucoup augmenté dans les années 1980-1990, avant de baisser depuis 2003, observe l'Académie suisse des sciences humaines et sociales. «Ce sont surtout les sciences humaines qui ont vu leurs effectifs baisser», note Lea Haller, secrétaire générale, qui n'est pas inquiète outre mesure pour l'avenir: «Ce sont aussi des matières où il faut une forte motivation intrin-



«L'éducation est de plus en plus considérée uniquement comme un investissement économique»

DOMINIK SCHÖBI, DOYEN DE FACULTÉ À L'UNIFR

sèque. La qualité des études est plus importante que la quantité d'étudiants.»

Récemment, les effectifs s'avèrent plutôt stables: de 45126 étudiants sur l'ensemble des hautes écoles universitaires en 2018-2019, ils sont passés à 45837 en 2024-2025. A noter que l'Office fédéral de la statistique ne prend pas en compte dans cette catégorie les sciences économiques et le droit, contrairement à l'Académie suisse des sciences humaines et sociales.

Les évolutions dépendent aussi des établissements: le nombre d'inscrits en sciences humaines et sociales est en légère augmentation, indique l'Université de Lausanne, et la part de sciences humaines par rapport aux autres domaines reste stable. A l'Université de Genève, l'effet covid a entraîné un pic exceptionnel des inscriptions en 2020-2021 dans toutes les disciplines: «Si une baisse en sciences humaines et

sociales existe, elle n'est pas tant marquée. Une reprise est d'ailleurs observée depuis deux ans dans plusieurs filières, notamment en sciences sociales.»

Deux tendances contraires

C'est peu ou prou ce que dit le doyen de la Faculté des sciences de la société de l'Université de Genève, Pascal Sciarini: «Nous n'observons en tout cas pas d'hémorragie, et par exemple une augmentation des étudiants en relations internationales. Il existe aujourd'hui deux tendances contraires: choisir des filières plus utilitaristes, qui semblent plus sûres – ce qui n'est pas forcément le cas – et se tourner vers les sciences sociales, fondamentales alors que la démocratie est en danger.»

Du côté des étudiants du comité de l'Association des étudiant-e-x-s en études genre de l'Université de Genève (AEEG), on constate en effet plutôt une augmentation des effectifs: les inscrits en master sont passés d'une petite quinzaine en 2024 à plus de 25. «Ce qui se passe aux Etats-Unis peut aussi amener, pour des personnes qui se posaient déjà des questions autour de ces sujets, à une prise de conscience de l'importance d'étudier les sciences sociales avec cette dimension critique.

L'objet de certaines études est souvent mal compris

Mais les études genre représentent aussi une forme de symbole, même si le mot est un peu fort, qui a tendance à cliver.»

C'est aussi que l'objet de ces études est souvent mal compris, regrette l'AEEG: «Il ne s'agit pas

d'études sur les femmes, entre autres choses qu'on entend, mais sur le genre comme système de pouvoir qui organise les relations sociales. C'est une grille de lecture, il y en a d'autres.»

Du côté de l'Université de Fribourg, 48% des étudiants suivent une branche que l'OFS attribue aux sciences humaines et sociales, indique Marius Widmer, responsable de la communication. Qui rappelle qu'au niveau suisse, si l'environnement est très difficile pour les langues et la littérature ou encore la sociologie, la psychologie notamment connaît un boom. Les autres sont assez stables ou en légère baisse.

«Le fait que les sciences humaines et sociales subissent une certaine pression est une tendance depuis environ deux décennies, qui s'est accélérée avec les différentes crises, commente Dominik Schöbi, doyen de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'UniFR. L'un des facteurs est le fait que l'éducation est de plus en plus considérée uniquement comme un investissement économique, et non plus comme un bien social et culturel.»

A l'Université de Neuchâtel, un peu moins de 80% des étudiants sont immatriculés en sciences humaines et sociales au sens large (y compris droit et sciences économiques), avec une tendance à la baisse des lettres et sciences humaines, spécialement depuis le covid. «Lorsque le monde devient incertain, les étudiantes et étudiants ont tendance à privilégier des formations qui sont perçues, à tort, comme mieux à même de leur garantir de trouver un emploi», commente Nando Luginbühl, porte-parole.

Quel avenir pour ces filières? Les scénarios OFS prévoient une croissance des effectifs, et en SHS notamment, avec des différences entre les branches.

«Les universités peuvent subir le contrecoup des finances publiques

cantonales qui amènent certaines coupes, touchant notamment les cursus où les étudiants sont très peu nombreux», remarque Giovanni Ferro-Luzzi, professeur d'économie à l'Université de Genève et à la Haute Ecole de gestion de la HES-SO Genève. Mais le professeur estime qu'il n'existe pas en Suisse une opposition au sein des universités entre les différentes disciplines: «La communauté académique estime que c'est une erreur de penser à une primauté des sciences dures par rapport aux sciences sociales. Il est aussi important pour la société d'étudier le cancer chez les enfants que de comprendre comment un pays peut se transformer en quasi-dictature», illustre-t-il.

A l'ère de l'IA

L'avènement de l'IA pose aussi de nouvelles questions. «Beaucoup ne veulent former les jeunes qu'à

la tech, mais l'université a vocation à former des gens qui arrivent à réfléchir, rappelle Giovanni Ferro-Luzzi. Et avec l'IA, comprendre l'environnement semble encore plus important. Il est normal que l'université ait des réflexions sur les débouchés professionnels, mais pas uniquement.»

Les sciences humaines «donnent aux étudiants des instruments comme la logique, la pensée critique, une compréhension historique, très utiles notamment à l'ère de la révolution numérique», insiste aussi Dominik Schöbi.

Au-delà des attaques concernant ces études, souligne l'Association des étudiant-e-x-s en études genre de l'Université de Genève, il y a de quoi s'inquiéter «d'une société qui favoriserait uniquement les savoirs techniques et non plus les savoirs critiques». ■